
CHATEAU DE LANGEAIS

CONTRAT DE CONCESSION

ANNEXE 15 B

TARIFS D'ACCUEIL DU PUBLIC - BILLETERIE

La présente Annexe a pour objet de présenter la grille tarifaire de référence dans le cadre des missions qui sont confiées à l'Article 22 du Contrat, ainsi que les paramètres de son évolution.

Les tarifs sont indiqués en euros hors taxes (HT), valeur 1^{er} janvier 2025. Le Concessionnaire applique aux tarifs le taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de leur perception. Les tarifs toutes taxes comprises (TTC) qui en résultent sont arrondis au dixième d'euros le plus proche.

Tarifs des visites	Plein	Réduit**
Visite du château et du parc		
Expositions temporaires (en plus)		
Visite guidée groupes		
Tarif groupé avec d'autres sites *		
Audio-guide		
Carte d'abonnement *		
* Le cas échéant ** Des tarifs différenciés peuvent être proposés pour des catégories de publics spécifiques (jeunes, étudiants, enseignants, demandeurs d'emplois, groupes scolaires, etc...). A préciser par le candidat.		

Le tableau ci-dessus est un exemple de grille tarifaire que le candidat pourra réutiliser et adapter.

EVOLUTION DE TARIFS

Les Tarifs sont exprimés en valeur 1^{er} janvier 2025 et sont réévalués, à la hausse ou à la baisse au 1^{er} janvier de chaque année civile par application de la formule suivante :

Les grilles proposées pourront évoluer selon la formule suivante :

[à renseigner par le candidat]

Le Concessionnaire transmet à l'Institut son projet de réévaluation des Tarifs avant le 1^{er} novembre précédant chaque réévaluation prévue au présent article.

L'Institut dispose d'un délai de trente (30) Jours à compter de la date de réception du projet pour s'y opposer. L'opposition de l'Institut ne peut être motivée que par une erreur du Concessionnaire dans le calcul de la réévaluation. En l'absence d'opposition de l'Institut dans ce délai, les Tarifs réévalués sont réputés approuvés par l'Institut. Le Concessionnaire peut alors procéder à leur application à compter de la date prévue au présent Article.

Dans le cas où, dans le délai de trente (30) Jours mentionné au précédent alinéa du présent Article, l'Institut constate une erreur dans le calcul de la réévaluation, il adresse au Concessionnaire une mise en demeure motivée de lui transmettre un nouveau projet de réévaluation ou les éléments démontrant que le projet initial n'est entaché d'aucune erreur de calcul. Ce délai de trente (30) Jours, suspendu à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, reprend à compter de la réception de la réponse du Concessionnaire. Les Parties poursuivent ainsi leurs échanges jusqu'à ce qu'elles parviennent à un accord sur la réévaluation des Tarifs.

A défaut d'accord au plus tard quarante-cinq (45) Jours à compter de la date à laquelle le Concessionnaire a transmis à l'Institut la version initiale de projet de réévaluation, le niveau de réévaluation des Tarifs applicables jusqu'à la prochaine échéance de réévaluation est fixé par l'Institut.

Engagements du concessionnaire

[La présente partie de l'Annexe reprendra ici le contenu de la pièce de l'offre correspondante.]

